

Pour bloquer Macron, aucune négociation des attaques prévues ! Il faut préparer la grève générale

Le « front républicain » n'engage que les chefs réformistes

Si Macron bat nettement Le Pen au deuxième tour, avec 58,54 % contre 41,46 %, il est bien loin d'un triomphe. Il n'obtient en effet le suffrage que de 38,5 % des inscrits, soit 5 points de moins qu'au second tour de 2017. Quant à Le Pen, elle augmente son score de 2017 de 7,5 % (et celui de son père en 2002 de 23 %), avec une progression de 3 650 000 voix.

Ces résultats confirment que la démagogie du RN n'a nullement été entravée par le premier quinquennat de Macron, élu avec l'aide du PS, du PCF, de la plupart des directions syndicales. En pratique, ses gouvernements ont fermé des lits des hôpitaux publics en pleine pandémie, flexibilisé l'emploi, allégé la fiscalité des capitalistes, augmenté les budgets de l'armée et de la police, diminué les libertés, matraqué les gilets jaunes, pris des mesures discriminatoires contre les musulmans, fermé davantage les frontières aux réfugiés et aux migrants économiques, renforcé la sélection à l'université...

Aucune élection et encore moins les combinaisons électorales à la petite semaine n'ont empêché la progression des partis bourgeois xénophobes et fascistes (de Le Pen, Zemmour, Dupont-Aignan...) qui divisent de manière forcenée les travailleurs. Seule la mobilisation de la classe ouvrière sur son propre terrain peut ouvrir une perspective.

L'abstention a augmenté, 13,6 millions (soit plus que le vote pour Le Pen). Si on y ajoute les blancs et les nuls, 2,2 millions, cela représente plus de 34,2 % des inscrits, un record. Même si le PS, le PCF, LFI, le NPA avaient appelé explicitement ou implicitement à voter Macron au deuxième tour, nombre de leurs électeurs, bien plus qu'en 2017, ne les ont pas suivis, ont choisi l'abstention, le vote blanc ou nul et ont clairement refusé de voter pour le principal candidat de la bourgeoisie sous prétexte d'empêcher le fascisme ou de sauver la république.

Mélenchon, premier ministre de Macron ?

Évidemment, les travailleurs conscients ne voteront pas aux élections législatives des 12 et 19 juin pour les candidats RN, LREM, LR, EELV et autres partis bourgeois. Mais le bulletin de vote ne permettra pas de protéger de l'inflation, des licenciements et des projets annoncés contre les retraites des salariés, contre les chômeurs, contre les travailleurs de la fonction publique, contre les étudiants.

Après avoir expliqué qu'il suffisait de voter Mélenchon à la présidentielle pour ne pas avoir à faire grève ou à manifester, l'ancien ministre de la 5^e République (2000-2002) appelle « le peuple » à « élire premier ministre ». À défaut d'avoir obtenu le premier poste de la 5^e République, il est prêt à se rabattre sur le second, à gouverner au nom de « la

France » avec le représentant du grand capital. Pour y parvenir, LFI ouvre des discussions avec les autres formations réformistes (PS, PCF, NPA, Générations...) mais aussi le parti bourgeois EELV.

Mélenchon dévie délibérément vers une nouvelle chimère la colère de la classe ouvrière, d'une grande partie de la jeunesse, qui ne veulent en aucun cas subir les nouvelles attaques annoncées par Macron. Seuls les députés et les attachés parlementaires LFI auront leur situation préservée ou améliorée en juin. Les travailleurs par millions continueront à subir l'exploitation, le mépris, l'inflation, la précarité, le chômage, le racisme...

Boycott du COR et des concertations contre les retraites !

Affaibli, Macron devra s'appuyer plus encore sur le « dialogue social », la concertation avec les directions syndicales sur toutes ses contre-réformes. Pour faire passer le recul de l'âge légal de départ à la retraite, il annonce déjà la tenue « d'une grande conférence sociale » cet été ! « *J'ai toujours dit que cette réforme*

devait faire l'objet le plus possible de discussions et de dialogue avec l'espoir d'aboutir à un compromis » a précisé Le Maire.

Dans l'intérêt de la masse des travailleurs, il faut se préparer au combat tous ensemble, comme on l'a entendu dans les cortèges étudiants des manifestations du 16 avril qui scandaient « *le troisième tour social, c'est la grève générale* ». Pour bloquer les projets de Macron, pour préserver ce qui reste des conquêtes sociales antérieures, pour l'indexation des salaires sur les prix et la suppression des impôts indirects (TVA...) sur la consommation populaire, pour créer les postes dans les hôpitaux publics et arracher toutes les revendications, il faut rompre avec la collaboration de classes.

Dans les entreprises et les administrations, dans les syndicats, il faut s'organiser pour imposer aux directions syndicales qu'elles refusent toute négociation des attaques à venir, quittent les organismes de concertation et de cogestion (dont le Conseil d'orientation des retraites), dressent le front unique contre Macron et son gouvernement. Il faut ouvrir la perspective de la grève générale, de l'autodéfense contre la police et les nervis fascistes.

Pour en finir avec le capitalisme, pour épargner à l'humanité la menace climatique, il faut un gouvernement du type de celui de la Commune de Paris, les États-Unis socialistes d'Europe, le socialisme mondial ! Pour cela, il faut construire un parti ouvrier révolutionnaire, une internationale ouvrière révolutionnaire.

29 avril 2022

